



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le mercredi 25 février 2015 — N° 62**

*Neuf heures quarante-cinq*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Souligner le 100<sup>e</sup> anniversaire des Cercles de fermières.*
- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *40 ans de Carrefour pour Elle.*
- Le député de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Souligner la traditionnelle course de chiens de traîneau de Saint-Gabriel.*
- La députée de Repentigny sur le sujet suivant : *Organisme SAFIMA qui a souligné ses 5 ans d'existence.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Félicitations au Collectif des femmes d'action de la MRC des Sources.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Hommage à M. Mario Asselin.*
- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Diane Lawrence, directrice générale de la Municipalité du Village de Hemmingford, retraitée après 35 ans de service.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Gestev s'associe à Transplant Québec pour sensibiliser au don d'organes.*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Souligner le Mérite québécois de la sécurité civile.*
- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Féliciter le maître sculpteur Jacques Baril et son équipe pour leur triomphe au Carnaval de Québec.*

#### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

#### PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 13\*  
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales  
Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**  

---

**\* Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 2) Projet de loi n° 20  
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 novembre 2014**
- 3) Projet de loi n° 27  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 4) Projet de loi n° 28  
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016  
Présenté par le ministre des Finances le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2015  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Matane-Matapédia le **24 février 2015**
- 5) Projet de loi n° 33  
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires  
Présenté par la ministre de la Justice le **17 février 2015**
- 6) Projet de loi n° 34  
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises  
Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **18 février 2015**
- 7) Projet de loi n° 37  
Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le **19 février 2015**

*Étude détaillée en commission*

- 8) Projet de loi n° 25  
Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers  
Présenté par le ministre des Transports le 28 novembre 2014  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 18 février 2015  
Principe adopté le **19 février 2015**, et  
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 9) Projet de loi n° 26  
Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics  
Présenté par le ministre de la Justice le 3 décembre 2014  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 10 février 2015  
Principe adopté le **17 février 2015**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 10) Projet de loi n° 19  
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 12 novembre 2014  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 5 décembre 2014  
Principe adopté le 11 février 2015  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **18 février 2015**

- 11) Projet de loi n° 30  
Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 5 décembre 2014  
Principe adopté le 10 février 2015  
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **17 février 2015**

*Adoption*

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 12) Projet de loi n° 190  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

- 13)** Projet de loi n° 192  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 14)** Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 15)** Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 16)** Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 17)** Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**
- 18)** Projet de loi n° 197  
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec  
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 19)** Projet de loi n° 390  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 20)** Projet de loi n° 393  
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**

- 21) Projet de loi n° 394  
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats  
d'infraction  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 22) Projet de loi n° 395  
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux  
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 23) Projet de loi n° 396  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 24) Projet de loi n° 204  
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

#### **IV. Motions du gouvernement**

25) 17 février 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière d'échange de permis de conduire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Turquie, signée à Québec, le 24 juillet 2014, et à Ottawa, le 15 août 2014.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 27 février 2015.

#### **V. Crédits budgétaires**

#### **VI. Débats statutaires**

### **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

26) 24 février 2015

Motion de la députée d'Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l'Assemblée nationale prenne acte que le gouvernement libéral demande aux familles québécoises de se serrer la ceinture et aux employés du gouvernement de limiter les frais de déplacement notamment à l'international;

Que l'Assemblée nationale exige du premier ministre qu'il prêche par l'exemple et que la délégation ministérielle prévue en France la semaine prochaine soit limitée au premier ministre accompagné de deux ministres et non pas du premier ministre accompagné de six ministres.

Partie 3

### **PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Partie 4

**TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission  
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

**COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

**Mandat réglementaire**

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion.
- Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

**COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES**

**Mandat réglementaire**

**Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :**

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

**Mandat d'initiative**

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### **Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).

### **Mandat confié par une loi**

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat confié par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

### **Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de développement des entreprises culturelles.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 26**, Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (mandat confié le 17 février 2015).

### **Mandat réglementaire**

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

### COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

#### **Mandat de l'Assemblée**

##### Consultations particulières :

- Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle (mandat confié le 24 février 2015).

#### **Mandat conféré par une loi**

- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

### COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### **Mandat de l'Assemblée**

##### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 20**, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (mandat confié le 10 février 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

### **Mandat réglementaire**

#### Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

### **COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 25**, Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers (mandat confié le 19 février 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

## Partie 5

### **QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 28) M. LeBel (Rimouski) – **28 novembre 2014**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Questionné sur le cas d'une résidente en CHSLD n'ayant pas reçu de bain en neuf mois le 27 novembre dernier, le ministre de la Santé a fourni les réponses suivantes à l'Assemblée nationale :

« M. le Président, je suis tout à fait en accord avec certains commentaires qui viennent d'être faits. C'est une situation qui est tout à fait inacceptable, et je tiens à offrir ici certainement et à la dame et à la famille, certainement, mes meilleurs commentaires en ce sens qu'évidemment ce n'est pas acceptable, évidemment, ce genre de situation là, là. Il n'y a personne qui peut tolérer ça.

Alors, au ministère, M. le Président, nous sommes actuellement avec les autorités à faire le point sur cette situation-là, parce que les raisons invoquées pour mener à cette situation-là sont, du moins dans ce qui a été rapporté dans les journaux, assez difficiles à comprendre, parce qu'on invoque un certain nombre de problèmes techniques, là, que j'ai de la misère à justifier moi-même. Alors, il va falloir qu'on m'explique la chose, d'une part.

Et, d'autre part, ça fait maintenant un certain nombre de fois qu'on rapporte ce genre d'événement là, à un point tel qu'au ministère on a décidé de faire une revue complète des orientations pour ce qui est des soins à donner aux gens et surtout des règles à appliquer en termes de gestion pour faire en sorte que les pendules soient mises à l'heure dans notre réseau de CHSLD, M. le Président.

[...]

M. le Président, j'ai clairement exprimé, clairement exprimé les mêmes sentiments que mon collègue vient de le faire. Cette situation-là n'est pas acceptable. La population qui nous écoute a tout à fait raison de s'attendre à ce que cette situation-là non seulement soit corrigée, mais ne se reproduise plus. Et on va faire tous les efforts possibles pour que ça n'arrive plus, M. le Président, entre autres en révisant nos procédures dans tout le réseau. »

Nous souhaitons obtenir copie des procédures, orientations et règles révisées tel que le ministre s'est engagé à le faire, ainsi que de toute directive envoyée à ce sujet par le ministère et/ou par les agences aux établissements à la suite des questions soulevées par l'opposition officielle.

33) **M. Bonnardel (Granby) – 10 février 2015**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

L'automne dernier, j'ai déposé une question écrite à l'attention de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique concernant une recommandation soumise par le Protecteur du citoyen au ministère de la Santé et des Services sociaux afin de tenir compte, dans le calcul de la contribution financière au placement, de la pension alimentaire versée par le parent débiteur au parent créancier.

Le 6 octobre 2014, elle m'informait que le ministère reconnaît le caractère inéquitable de cette disposition réglementaire et que la recommandation du Protecteur du citoyen sera prise en compte. Pour ce faire, un groupe de travail a été formé pour préparer un plan d'action.

Je demande à la ministre où en sont les travaux du groupe de travail et quand et comment elle entend donner suite à la recommandation du Protecteur du citoyen. Quel est l'échéancier précis des travaux sur cet enjeu?

34) M. Charette (Deux-Montagnes) – **10 février 2015**  
Au ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques

Le 4 décembre 2014, j'ai déposé le projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs.

Lors des échanges qui ont suivi, à l'occasion de la période de questions et réponses orales du 4 décembre 2014, le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques a affirmé ceci : « Je note rapidement, puisqu'il a été déposé ce matin, qu'il y a peut-être certains éléments dont la constitutionnalité pourrait être soulevée, sinon mise en doute. »

J'estime important d'obtenir des précisions sur cette déclaration du ministre. Par souci de transparence, peut-il m'expliquer, dans les plus brefs délais :

- a) Selon lui, quels articles des Lois constitutionnelles de 1867 et 1982 posent problème en regard de la constitutionnalité du projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs?
- b) Pour chaque article concerné en a), peut-il expliciter les problèmes constitutionnels soulevés par le projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs?

Par ailleurs, reconnaît-il la nécessité pour le gouvernement et l'opposition de collaborer de façon constructive sur l'enjeu des nominations politiques et reconnaît-il que les nominations partisans créent de l'instabilité dans la haute fonction publique, peuvent engendrer des scandales politiques et contribuent à alimenter le cynisme de la population?

Reconnaît-il qu'il est plus que temps pour le gouvernement d'agir sur cet enjeu?

- 35) Mme Samson (Iberville) – **10 février 2015**  
À la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française

Le 26 juin 2014, lors de l'étude des crédits 2014-2015 du ministère de la Culture et des Communications, la ministre de la Culture et des Communications a confirmé que les objectifs de son ministère font partie intégrante du plan stratégique 2012-2016.

Or, le premier objectif apparaissant à ce plan consiste, et je cite, à « rapatrier les budgets fédéraux en culture, assurant ainsi aux organismes culturels un guichet unique et la cohérence de l'action gouvernementale en création, en production et en diffusion ». L'indicateur pour cet objectif est le suivant : rapatriement de budgets d'institutions fédérales en culture, c'est-à-dire le budget dédié au milieu culturel québécois par trois institutions fédérales en culture, soit : le Conseil des arts du Canada, Téléfilm Canada et Patrimoine canadien.

J'estime important de questionner la ministre sur cette question. Par souci de transparence, peut-elle répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Quelles sont les actions qui ont été entreprises pour l'atteinte de cet objectif?
- b) Des discussions sont-elles en cours avec le gouvernement fédéral?
- c) Quelle échéance la ministre entend-elle respecter pour l'atteinte de cet objectif?

- 36) Mme Samson (Iberville) – **10 février 2015**  
À la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française

Le 26 juin 2014, lors de l'étude des crédits 2014-2015 du ministère de la Culture et des Communications, la ministre de la Culture et des Communications affirmait qu'elle s'affèrerait à mettre à jour la politique culturelle du Québec, dont la dernière version remonte à 1992 : « Et évidemment, la politique culturelle gouvernementale du Québec, qui sera déposée le 31 mars 2016. Et pourquoi 31 mars 2016? Parce qu'évidemment il y aura énormément de consultations et nous voulons être sûrs qu'il y ait une très forte adhésion; il faut prendre le temps de la faire. » (Journal des débats, 26 juin 2014).

J'estime important de questionner la ministre sur cette déclaration. Par souci de transparence, peut-elle répondre à cette question dans les plus brefs délais :

- a) Quand la ministre prévoit-elle débiter les consultations sur la future politique culturelle du Québec?

37) M. Turcotte (Saint-Jean) – **11 février 2015**

Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et ministre responsable de la région de la Montérégie

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a été le théâtre d'un déboisement important au cours des dernières années. Le Haut-Richelieu constitue l'une des régions les plus riches en biodiversité au Québec, mais aussi l'une des plus affectées par le déboisement. La superficie actuelle du plan de conservation de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu n'atteint pas les objectifs du Québec en matière de conservation de la biodiversité. Le règlement 509, qui modifie le règlement 371 visant le schéma d'aménagement et de développement de la municipalité régionale de comté (MRC) du Haut-Richelieu, a été adopté par celle-ci. Il s'agit d'un schéma de modification du périmètre urbain. Ce règlement a pour effet de retirer les secteurs L'Acadie et Saint-Luc à l'affectation périurbaine, et de les intégrer à l'affectation urbanisation. Cela signifie, en d'autres termes, que la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pourra y effectuer du développement résidentiel. Le projet vient diminuer considérablement la zone périurbaine de Saint-Jean-sur-Richelieu. Au même moment, la Ville tient des consultations publiques sur l'avenir des boisés en milieu urbain, à la suite de l'adoption d'un moratoire pour les protéger contre tout développement résidentiel.

Quelle est l'intention du ministre quant à la conservation des zones périurbaines dans les municipalités?

Qu'est-ce que le ministre prévoit faire pour soutenir les municipalités et les villes dans leurs actions pour la conservation des espaces naturels?

Subsidiairement, quelle est l'intention du ministre quant au règlement 509 de la MRC du Haut-Richelieu?

Le ministre a-t-il l'intention de respecter l'orientation 10?

- 38) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **17 février 2015**  
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Les postes de plus d'une centaine de techniciens et de scientifiques d'expérience, notamment chargés du rétablissement d'espèces menacées et vulnérables et de la préservation de la faune, ont été abolis ou le seront dans les prochains mois.

Sans cette expertise scientifique, comment votre ministère sera-t-il en mesure de pleinement réaliser sa mission, soit « d'assurer une gestion durable des forêts, de la faune et des parcs et d'appuyer leur développement économique au bénéfice des citoyens du Québec et de ses régions »?

Comment s'assurera-t-il de respecter les engagements qu'il a pris dans sa déclaration de services aux citoyens, notamment de « veiller à la protection et à la conservation de la faune et des milieux fauniques et, le cas échéant, à leur restauration ainsi qu'à la sécurité du public »?

- 39) M. Deltell (Chauveau) – **24 février 2015**  
À la ministre de la Sécurité publique

Le 16 juin dernier, en commission parlementaire, nous avons interrogé la ministre de la Sécurité publique concernant le sort qui est réservé aux premiers répondants qui sont victimes de chocs post-traumatiques.

Nous voulions savoir ce que le gouvernement entendait faire pour répondre à ce problème qui touche plusieurs policiers, pompiers et ambulanciers. Nous avons même cité l'exemple de la clinique TSO, située dans le comté de Chauveau, qui répond aux besoins des militaires aux prises avec ce problème de santé.

En réponse à notre question, la ministre affirmait que la question « était vraiment pertinente », en rappelant les tragédies de l'Isle Verte et de Lac-Mégantic. Neuf mois plus tard, quelles actions ont été entreprises par son gouvernement afin d'aider les premiers répondants victimes d'un choc post-traumatique?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**a) 24 février 2015**

Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application – *ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.*

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

**aa) Loi sur le directeur parlementaire du budget – *député de Rousseau.***